

Trois ministres démissionnent en Turquie sur fond de remaniement gouvernemental

samedi 28 décembre 2013, par [Jean Marcou](#)



Trois ministres du gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan ont démissionné le 25 décembre 2013. Ils sont expressément mis en cause dans l'affaire de corruption qui secoue la Turquie depuis le 17 décembre dernier, leurs fils faisant l'objet de poursuites judiciaires (cf. notre édition du 18 décembre 2013 : « [Le gouvernement turc atteint par des affaires de corruption de grande ampleur](#) »). Muammer Güler, le ministre de l'intérieur et Zafer Çağlayan, le ministre de l'économie, ont annoncé leur départ dans la matinée, suivis quelques heures plus tard par Erdoğan Bayraktar, le ministre de l'environnement. Ce dernier a néanmoins affirmé que les modifications de plans d'urbanisme, qui sont pointées du doigt par l'enquête judiciaire en cours, étaient connues du premier ministre. Il a regretté avoir subi des pressions pour présenter sa démission et a appelé Recep Tayyip Erdoğan en personne à présenter la sienne.

Fissures au cœur de l'appareil gouvernemental ?

Une semaine après avoir été révélée, le grand scandale de corruption qui frappe le gouvernement de l'AKP prend donc, avec ces démissions, toutes les apparences d'une affaire d'État et menace désormais le parti au pouvoir et son leader. Si des voix dissonantes ou carrément dissidentes, comme celle de l'ancien ministre de la culture, **Ertuğrul Günay**, s'étaient faites entendre pour évoquer la démission des ministres éclaboussés par les affaires, le corps du parti regroupé autour de son leader avait tenté de contre-attaquer en évoquant une manipulation politique à laquelle le gouvernement était déterminé à résister. L'appel à la démission, lancé au premier ministre par son ministre de l'environnement démissionnaire, laisse transparaître de possibles fissures au cœur même de l'appareil gouvernemental. Cela pourrait accroître les dissensions à l'intérieur de l'AKP, à un moment critique. Significativement, la démission d'**Erdoğan Bayraktar** (photo à gauche) et les propos trahissant son amertume ont été suivis par le départ de l'AKP de l'ancien ministre de l'Intérieur, **İdris Naim Şahin**. Ce dernier avait été évincé lors d'un remaniement ministériel au début de l'année, suite aux propos qu'il avait tenus sur la tragédie d'**Uludere** (cf. nos éditions du 31 décembre 2011 : « [35 villageois kurdes tués par une frappe aérienne](#) » et du 30 décembre 2012 : « [Uludere, le dossier noir kurde de l'AKP ?](#) »), laissant entendre que les victimes avaient mérité leur sort. İdris Naim Şahin avait été remplacé par **Muammer Güler**, l'un des ministres qui vient de quitter le gouvernement. Sa démission sera-t-elle contagieuse, suscitera-t-elle le règlement de comptes anciens à l'intérieur du parti, au moment où le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan paraît plus que jamais fragilisé ?

Épuration et confusion dans la police et la justice

Pris par surprise par l'équipe de procureurs et les autorités de police qui ont précipité l'arrestation de plus d'une cinquantaine de personnes le 17 décembre dernier, le gouvernement a tenté de riposter et d'enrayer l'extension de cette affaire, en procédant notamment à une vaste restructuration du commandement de la police. En outre, avant de conduire de nouvelles arrestations, les forces de police saisies par les procureurs devront désormais en référer à leurs supérieurs, tandis que les journalistes se verront interdire l'accès des commissariats. Il n'est pas sûr que ce verrouillage dans l'urgence soit réellement efficace, d'autant plus qu'il peut dégénérer et introduire la confusion dans le fonctionnement des institutions publiques. Il y a quelques jours, les procureurs en charge des affaires de corruption ont convoqué le chef des services de renseignements de la police, **Ahmet Arıbaş**, car ils l'accusent d'avoir tenté de prévenir les suspects mis en cause. En vain ! Le nouveau chef de la police d'Istanbul, **Selami Altınok**, qui a remplacé **Hüseyin Çapkın** (*photo à droite*) licencié précipitamment après la vague d'arrestations du 17 décembre dernier, a refusé l'audition judiciaire de son subordonné. Le 24 décembre, par ailleurs, le procureur en chef d'Istanbul a ordonné la mise en détention d'une trentaine de personnes dans le cadre d'une nouvelle affaire de corruption qui apparaît comme la possible deuxième manche des scandales en cours. Mais les autorités de police saisies ont refusé de procéder à de nouvelles arrestations et le procureur n'a pu que décider d'engager des poursuites contre eux.

« *Complot américain* » et escalade verbale avec la Cemaat

Parallèlement à cette épuration de la police, le gouvernement a lancé une offensive politique contre l'opération judiciaire qui le frappe, en dénonçant un complot national « *ayant des ramifications internationales* ». Le 21 décembre dernier, Recep Tayyip Erdoğan s'en est même pris aux ambassadeurs occidentaux et en particulier à l'ambassadeur des États-Unis, laissant entendre qu'il pourrait, le cas échéant, le déclarer « *persona non grata* ». Les responsables gouvernementaux ont également évoqué avec de plus en plus d'insistance les nuisances d'un « *État parallèle* », désignant à mots à peine couverts l'action supposée de la confrérie de **Fethullah Gülen** (*communément appelée en Turquie Cemaat - la congrégation- ou Hizmet - le service-*), l'accusant d'avoir des liens avec les États-Unis et d'agir à leur instigation. Cette escalade a dégénéré en une confrontation verbale entre le célèbre imam en exil volontaire outre atlantique et le leader de l'AKP, le premier appelant « *la malédiction de Dieu* » sur « *ceux qui refusent de voir où est le voleur pour s'en prendre à ceux qui cherchent à l'arrêter* », le second affirmant prier « *pour mettre les musulmans sur la juste voie, non sur celle de leur malédiction* », et dénonçant le fait de se maudire entre musulmans comme « *un piège qui se retournera contre celui qui l'instrumentalise* ».

Un remaniement gouvernemental précipité

Démissions de ministres, épuration administrative, recours à la théorie du complot... le gouvernement peine à sortir de l'ornière dans laquelle il est tombé, il y a déjà huit jours. Pour l'heure, après l'avoir fait approuver par le président **Abdullah Gül**, Recep Tayyip Erdoğan vient de procéder à un important remaniement gouvernemental qui touche une dizaine de ministres. Les nouveaux ministres de l'intérieur, de l'économie et de l'environnement sont **Efkan Ala** (*un proche du premier ministre*), **Nihat Zeybekçi** et **İdris Güllüce**. **Egemen Bağış**, le ministre des affaires européennes, dont le nom a également été cité lors des récentes affaires, voit lui succéder **Mevlüt Çavuşoğlu**, l'ancien président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (2010-2012). Le vice-premier ministre **Bekir Bozdağ** remplace **Sadullah Ergin**, au ministère de la justice, et **Ayşenur İslam Aile**, **Fatma Şahin**, au ministère de la famille. Ces deux dernières nominations découlent du fait que les ministres en poste souhaitent se présenter aux prochaines élections municipales. Les autres mouvements concernent le ministère des sports et celui de l'industrie. Certes, ce remaniement était annoncé, depuis plusieurs semaines, nul doute

qu'il a été précipité et qu'il apparaît comme une nouvelle réponse à la crise qui frappe le gouvernement. Il n'est pas sûr cependant que cette réponse soit suffisante.

Sources

[Trois ministres démissionnent en Turquie sur fond de remaniement gouvernemental](#)

OViPoT - Jean Marcou - jeudi 26 décembre 2013